

Tous les chemins mènent au Venezuela



Par Maria Josefina Arce

Sur le point d'arriver à sa deuxième année de mandat, le président de la Colombie, Ivan Duque s'embourbe dans une situation bien difficile. A l'augmentation d'assassinats de leaders sociaux et des guérilleros démobilisés, à la non observation des accords de paix et aux accusations de corruption qui pèsent sur lui, maintenant est venue s'ajouter la présence de troupes étasuniennes. Les militaires nord-américains seraient sur territoire colombien pour aider le gouvernement dans la lutte contre le trafic de drogues.

L'arrivée des soldats étasuniens en Colombie a soulevé un débat houleux. De nombreuses voix se sont élevées pour dénoncer la violation de la Constitution colombienne et la menace que cela représente pour la souveraineté nationale.

Plusieurs élus ont mis en question la décision du gouvernement d'Ivan Duque qui n'a jamais reçu l'autorisation du Congrès tel qu'il est établi dans la Constitution.

Et en dehors de cela, on se méfie. L'étendard de la lutte contre le trafic de drogue a été plus d'une fois brandie dans l'histoire de la Colombie pour cacher d'autres missions bien différentes. On se souvient parfaitement du Plan Colombie. Sous le même prétexte, des troupes étasuniennes sont venues en renfort

de l'armée colombienne dans la lutte contre la guérilla.

Un plan qui, soit dit en passant, a été ourdi entre la Colombie et les États-Unis en 1999, curieusement l'année où la Révolution bolivarienne avec à la tête Hugo Chávez arrivait au pouvoir au Venezuela.

Le 1er juillet dernier, le Tribunal administratif de Cundinamarca a ordonné à Duque de stopper les opérations militaires étasuniennes et de remettre au Sénat toute l'information liée à l'arrivée et à la permanence des effectifs étrangers sur le territoire colombien. L'arrêt de cette cour a ainsi répondu à une plainte introduite par 25 législateurs.

Antonio Sanguino, sénateur du parti Alliance Verte, a qualifié de très important le verdict du tribunal. Il a souligné que le gouvernement n'a pas respecté la procédure établie dans la constitution quand il a permis l'entrée en Colombie la Brigade d'Assistance à la Sécurité de l'Armée des États-Unis.

Sanguino a rappelé la participation de ce corps de l'armée étasunienne dans des missions militaires en Afghanistan et dans d'autres États secoués par des conflits armés.

Beaucoup d'interrogations s'ouvrent sur la question. On a appris que cette force étasunienne sera déployée à proximité de la frontière du Venezuela. La nouvelle a alarmé l'opinion. Chacun sait que la politique extérieure du gouvernement d'Ivan Duque, s'est alignée ou à mieux dire, pliée à celle des États-Unis contre le Venezuela. Personne n'ignore que le territoire colombien a même été mis au service d'agressions contre le gouvernement légitime du président Nicolás Maduro.

Les autorités n'ont jamais informé l'opinion de l'arrivée des soldats nord-américains. Les Colombiens ont appris la nouvelle par un communiqué succinct émis par l'ambassade des États-Unis à Bogota.

Trop de points obscurs dans cette histoire mal racontée. Bon nombre d'analystes ont lancé une mise en garde contre d'éventuelles attaques ayant pour cible le Venezuela. Pour l'instant, les sénateurs opposés à la présence de militaires nord-américains en Colombie ont averti le président Duque qu'il risque un procès politique s'il passe outre à l'arrêt du tribunal de Cundinamarca.

La présence militaire étasunienne en Colombie menace la stabilité du continent tant qu'on ne connaît que trop les desseins de Washington et de Bogota de voir le gouvernement de Nicolás Maduro s'effondrer.

<https://www.radiohc.cu/index.php/fr/especiales/comentarios/227925-tous-les-chemins-menent-au-venezuela>



Radio Habana Cuba